



# BAROMÈTRE

# JEUNESSE, ÉDUCATION ET TERRITOIRES : DES INÉGALITÉS AUX DYNAMIQUES D'ENGAGEMENT

AU SOMMAIRE ÉGALEMENT :  
QUEL CLIMAT DE CONFIANCE POUR LA JEUNESSE EN 2026 ?

*“opinionway”*

AVEC LE SOUTIEN DE :

Fondation d'entreprise  
**AG2R LA MONDIALE**

**VersLeHaut**



**RETROUVEZ L'ENSEMBLE DES RÉSULTATS DE L'ENQUÊTE RÉALISÉE PAR  
OPINIONWAY EN SCANNANT LE QR CODE.**

# LE BAROMÈTRE JEUNESSE&CONFIANCE

Le baromètre Jeunesse&Confiance est publié tous les ans depuis 2015 en partenariat avec l'institut de sondage Opinionway. Sa récurrence dans le temps – nous présentons cette année la 11ème édition – en fait un outil précieux pour suivre les tendances à l'œuvre sur les grandes questions de l'éducation et la jeunesse.

## CETTE ÉTUDE A ÉTÉ RÉALISÉE AUPRÈS DES TROIS ÉCHANTILLONS SUIVANTS :

### JEUNES

- Un échantillon représentatif de 1 001 jeunes âgés de 16 à 25 ans.
- L'échantillon a été constitué selon la méthode des quotas, au regard des critères de sexe, d'âge, de catégorie socioprofessionnelle, de catégorie d'agglomération et de région de résidence.
- Interrogation par questionnaire auto-administré en ligne sur système CAWI (Computer Assisted Web Interview).
- Les interviews ont été réalisées du 13 au 20 octobre 2025.

### PARENTS

- Un échantillon représentatif de 1 022 parents d'enfant(s) de moins de 26 ans.
- L'échantillon a été constitué selon la méthode des quotas, au regard des critères de sexe, d'âge, de région de résidence et de nombre d'enfants.
- Interrogation par questionnaire auto-administré en ligne sur système CAWI (Computer Assisted Web Interview).
- Les interviews ont été réalisées du 13 au 20 octobre 2025.

### CHEFS D'ENTREPRISE

- Un échantillon représentatif de 407 chefs d'entreprise.
- L'échantillon a été constitué selon la méthode des quotas, au regard des critères de secteur d'activité et de taille d'entreprise.
- Interrogation par questionnaire auto-administré en ligne sur système CATI (Computer Assisted Telephone Interview).
- Les interviews ont été réalisées du 9 octobre au 4 novembre 2025.

## “opinionway

OpinionWay a réalisé cette enquête en appliquant les procédures et règles de la norme ISO 20252.

### « QUARTIER PRIORITAIRE »?

Il a été demandé aux jeunes de l'échantillon s'ils avaient effectué tout ou partie de leur scolarité dans un établissement relevant de l'éducation prioritaire et s'ils résident dans un quartier relevant de la politique de la ville. Pour des raisons de familiarité avec les terminologies, le terme « zone urbaine sensible » a été conservé dans la question bien qu'il ait été remplacé depuis 2015 par la dénomination « quartier prioritaire de la politique de la ville ». Ces deux géographies étant très proches, nous utiliserons dans nos analyses le terme générique de « quartier prioritaire ».

Les résultats de ce sondage doivent être lus en tenant compte des marges d'incertitude : 1,4 à 3,1 points au plus pour un échantillon de 1 000 répondants et de 2,2 à 5 points pour un échantillon de 400 répondants.

### PETITE, MOYENNE ET GRANDE VILLE ?

Il a été demandé aux différents interviewés de cocher dans quelle catégorie d'agglomération ils vivaient selon la répartition suivante : commune rurale, commune urbaine, ville de 2 000 à 19 999 habitants, ville de 20 000 à 99 999 habitants, ville de plus de 100 000 habitants (hors Paris / RP), dans l'unité urbaine de Paris et sa région.

Pour faciliter la lecture, nous utiliserons les expressions de « petite ville » pour les villes de 2 000 à 19 999 habitants, de « ville moyenne » pour les villes de 20 000 à 99 999 habitants, et de « grande ville » pour les villes de plus de 100 000 habitants.



Créée en 2004, la Fondation d'entreprise AG2R LA MONDIALE intervient dans le domaine de l'intérêt général en complément de l'action publique et associative. Ancrée dans l'économie sociale et solidaire, elle a pour vocation de contribuer à l'autonomie des personnes et au vivre ensemble tout au long de la vie.

Cette mission se traduit par quatre orientations prioritaires :

- autonomie par l'éducation,
- autonomie et engagement de la jeunesse,
- autonomie par le travail,
- autonomie par la santé.

L'axe Jeunesse de la Fondation repose sur trois piliers fondamentaux :

- l'éducation,
- l'engagement citoyen,
- l'insertion professionnelle.

La Fondation appuie des projets individuels ou collectifs, initiés et portés par des jeunes, allant de simples initiatives à des projets plus structurés, tous inscrits dans l'intérêt général et contribuant aux Objectifs de Développement Durable (ODD). Ces projets bénéficient d'un soutien dans leur conception et leur réalisation, grâce à une alliance de partenaires.

Cette démarche jeunesse est également doublée d'une fonction observatoire axée sur le partage des bonnes pratiques et des méthodes d'accompagnement de jeunes.

# GRANDIR QUELQUE PART



Grandit-on avec les mêmes chances et les mêmes perspectives à Toulouse, Verdun, Aubervilliers, Marseille ou Floirac ? Posée ainsi, la question peut sembler naïve, tant s'est imposée dans le débat public l'idée que les inégalités territoriales alimentent durablement les inégalités sociales.

Au cœur de notre pacte républicain, la promesse d'égalité territoriale apparaît aujourd'hui fragilisée. Accès à l'éducation et à la culture, dynamiques économiques, mobilité : partout s'exprime le sentiment d'une fracture qui se creuse entre métropoles et villes moyennes, entre grandes villes et campagnes, entre centres urbains et quartiers prioritaires. Ce déséquilibre nourrit un désenchantement profond, parfois un ressentiment, qui constitue un terreau fertile pour le populisme.

À la veille des élections municipales, notre baromètre Jeunesse et Confiance éclaire la manière dont les jeunes vivent leur territoire et s'y projettent. L'accès aux ressources éducatives – école, enseignement supérieur, accompagnement à la scolarité et à l'orientation – agit

comme un révélateur puissant des inégalités entre territoires urbains, ruraux et quartiers prioritaires.

Pourtant, à rebours des idées reçues, notre enquête montre des jeunes désireux de s'engager et d'agir pour leur territoire... à condition qu'on leur en donne réellement la possibilité. Loin des discours déclinistes, 73 % des jeunes interrogés se disent optimistes et confiants dans l'avenir. Un optimisme encore plus marqué dans les quartiers prioritaires de la politique de la ville, révélateur de la vitalité des dynamiques locales et de l'impact de l'action publique. Les élus locaux comme les entreprises ont tout à gagner à reconnaître ce désir d'engagement et à le transformer en levier d'action.

Préserver et renforcer la place des jeunes dans l'espace public, leur donner les moyens de s'engager localement, garantir l'égalité d'accès aux ressources éducatives et culturelles et s'appuyer sur leur optimisme : tels sont les principaux enseignements de notre baromètre.

Un horizon clair et désirable pour les décideurs locaux.

Marie-Caroline Missir  
DÉLÉGUÉE GÉNÉRALE

# SOMMAIRE

JEUNESSE, ÉDUCATION ET  
TERRITOIRE : LES POINTS  
SAILLANTS DE L'ENQUÊTE

6



7

L'OFFRE ÉDUCATIVE  
LOCALE, SOURCE  
D'INÉGALITÉS  
TERRITORIALES

11

L'ENGAGEMENT  
LOCAL DES  
JEUNES,  
FACTEUR DE  
CONFiance



15

ENTREPRISES  
LOCALES :  
UN IMPACT  
EDUCATIF  
ENCORE  
MODESTE



18

QUEL CLIMAT DE CONFiance  
POUR LA JEUNESSE EN 2026 ?



MÉTHODOLOGIE .....	3
EDITO .....	4
<b>JEUNESSE, ÉDUCATION ET TERRITOIRES : DES INÉGALITÉS AUX DYNAMIQUES D'ENGAGEMENT</b>	
● LES POINTS SAILLANTS DE L'ENQUÊTE .....	6
● L'OFFRE ÉDUCATIVE LOCALE, SOURCE D'INÉGALITÉS TERRITORIALES .....	7
● L'ENGAGEMENT LOCAL DES JEUNES, FACTEUR DE CONFiance .....	11
● ENTREPRISES LOCALES : UN IMPACT EDUCATIF ENCORE MODESTE .....	15
QUEL CLIMAT DE CONFiance POUR LA JEUNESSE EN 2026 ? .....	18
NOS DERNIÈRES PUBLICATIONS .....	22

## JEUNESSE, ÉDUCATION ET TERRITOIRE : LES POINTS SAILLANTS DE L'ENQUÊTE

## LE TERRITOIRE, UN FACTEUR D'INÉGALITÉS ÉDUCATIVES

**60%** des parents en communes rurales estiment qu'il est difficile d'accéder à des structures de soutien scolaire, contre **15%** seulement en région parisienne.

**60%**

## DES VILLES MOYENNES PLUS ATTRACTIVES POUR LES JEUNES

**65%** des jeunes de villes moyennes fréquentent des lieux d'échange et d'activités dédiés aux jeunes de leur âge. Une proportion qui tombe à **38%** en milieu rural.

**65%**

## L'ÉLAN POLITIQUE DES JEUNES RÉSIDENT DANS LES QUARTIERS PRIORITAIRES DE LA POLITIQUE DE LA VILLE

**62%** des jeunes résidant en quartiers prioritaires se disent intéressés pour participer à la prochaine campagne électorale municipale, **contre 42%** ailleurs.

**62%**

## L'ACTION LOCALE RENFORCE LA CONFIANCE DES JEUNES

**82%** des jeunes sollicités pour participer à un projet local se déclarent optimistes pour leur propre avenir. **C'est 12 points de plus** en moyenne que ceux qui n'ont jamais été sollicités.

**82%**

## MOBILITÉ DES JEUNES, LES ÉLUS RURAUX APPELÉS À MIEUX FAIRE

**Seuls 51%** de jeunes ruraux sont satisfaits des initiatives municipales pour favoriser l'accès des jeunes aux déplacements (transports en communs, aides au permis).

**51%**

## LES ACTEURS ÉCONOMIQUES LOCAUX ENCORE TROP EN RETRAIT

**30%** des jeunes affirment n'avoir jamais rencontré d'acteur économique local durant leur scolarité ou leur formation.

**30%**

# L'OFFRE ÉDUCATIVE LOCALE, SOURCE D'INÉGALITÉS TERRITORIALES

**D**e la petite enfance à l'insertion professionnelle, le quotidien des enfants et des jeunes est fortement influencé par la disponibilité de ressources éducatives de proximité. Structures d'accueil du jeune enfant, établissements scolaires, activités périscolaires, culturelles ou sportives, soutien scolaire, aide à l'orientation ne sont également accessibles selon le lieu de résidence. Comment les parents et les jeunes eux-mêmes perçoivent-ils l'adéquation de l'offre éducative locale ? Et qu'attendent-ils de leurs élus ?

## Où se situe la fracture éducative locale ?

En ruralité ou dans les villes, au cœur des quartiers prioritaires de la politique de la ville, le sentiment d'avoir facilement accès aux ressources diffère. Cependant, cette inégalité perçue n'est pas la même selon le type de ressource envisagé. Qu'en disent parents et jeunes ?

### L'inégalité frappe dès la naissance

L'accès à une solution d'accueil dans la petite enfance constitue une première source d'inégalité territoriale aux yeux des parents. Alors que chez les ruraux, ils sont 61% à estimer y avoir facilement accès, cette proportion grimpe à 80% dans les grandes villes.

- 19 pts

« En matière de petite enfance, vivre en zone rurale réduit de 19 points le sentiment d'avoir facilement accès à une solution d'accueil par rapport aux grandes villes. »

Le sentiment d'avoir accès facilement à des solutions d'accueil durant la petite enfance semble par ailleurs lié à la perception du dynamisme du territoire. Ainsi,

chez les parents ayant le sentiment de vivre dans un territoire en pleine expansion ou en développement, 82% estiment avoir accès facilement à des solutions d'accueil pour la petite enfance. Chez ceux qui considèrent vivre dans un territoire en déclin, cette proportion chute à 48%.

### L'école, pilier de l'égalité territoriale

Chez les parents, le sentiment d'avoir accès facilement à une école primaire est relativement similaire selon les territoires, proche de la moyenne de 92% – même si les ruraux sont moins enclins à considérer y avoir accès « très facilement » (37% d'entre eux contre 51% en moyenne chez les urbains).

*L'égalité territoriale se délite à l'entrée dans l'enseignement secondaire.*

Pour les établissements secondaires, l'accès au collège est encore largement considéré comme facile – sentiment partagé par 89% des parents. Une difficulté relative arrive avec l'entrée au lycée puisque cette proportion tombe à 78%.

L'inégalité territoriale réapparaît d'ailleurs sur le secondaire. La facilité d'accès au collège plafonne

à 83% pour les parents ruraux (contre 91% pour les urbains) et l'écart s'accroît encore concernant le lycée où le sentiment d'y avoir accès facilement chute à 65% pour les ruraux là où il se maintient à 82% chez les urbains.

### Face aux difficultés éducatives, des ressources à géométrie variable

Lors de leur parcours, les enfants et les jeunes peuvent rencontrer des difficultés qui nécessitent de trouver du soutien en dehors des établissements scolaires : aide psychologique, aide aux devoirs, accompagnement personnalisé...

Nous avons interrogé les jeunes et les parents sur leur sentiment d'avoir accès facilement à ce type de ressources.

Seul un jeune sur deux environ estime avoir facilement accès à des lieux d'écoute et d'aide face aux difficultés – qu'elles soient scolaires, psychologiques

ou économiques et sociales. Là encore, on retrouve un écart de perception entre les territoires.

# 36%

des jeunes en zone rurale ont facilement accès à un lieu d'aide en cas de difficulté scolaire, contre 64 % en QPV.

Là où 36% des jeunes ruraux et 40% des jeunes habitant une petite ville estiment avoir accès facilement à des lieux d'écoute et d'aide pour les jeunes en difficulté scolaire, la proportion monte à 56% dans les grandes villes. Et même à 64% chez les jeunes résidant dans un quartier prioritaire de la politique de la ville.

Même son de cloche chez les parents. Si 78% de ceux résidant en Ile-de-France estiment avoir facilement accès à des structures d'aides et de soutien scolaire pour leurs enfants, cette proportion tombe à 57% pour ceux habitant dans d'autres régions.

### LES PARENTS RURAUX RÉSOLUTEMENT MOINS SATISFAITS DE L'ACTION MUNICIPALE VIS-À-VIS DES ADOLESCENTS ET DES JEUNES !

DIRIEZ-VOUS QUE VOUS ÊTES SATISFAIT OU INSATISFAIT DE L'ACTION DE LA MAIRIE DE VOTRE COMMUNE EN MATIÈRE...

URBAINS

RURAUX

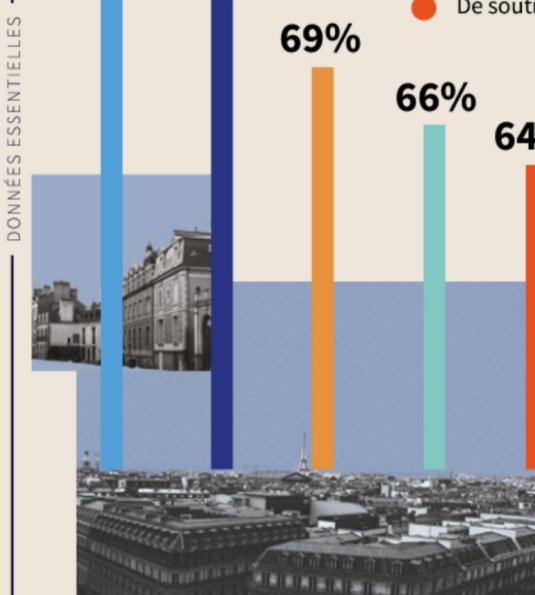
80%

72%

69%

66%

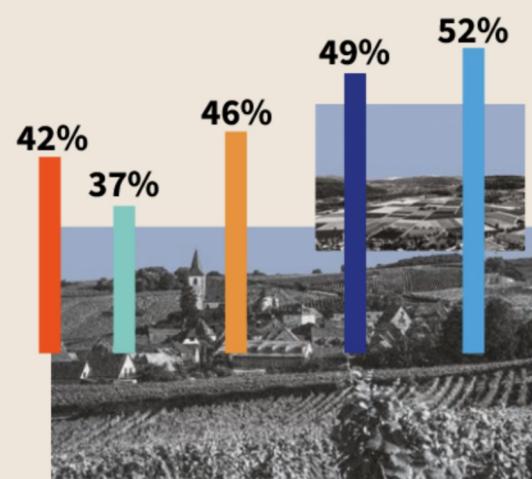
64%



- D'activités sportives destinées aux adolescents et aux jeunes
- D'activités culturelles
- De projets à destination des adolescents et des jeunes
- D'initiatives favorisant l'accès des jeunes aux déplacements (transports en commun, aide au permis...)
- De soutien et d'aide à la scolarité, l'orientation et l'insertion professionnelle des jeunes

#### LÉGENDE :

52% DES PARENTS VIVANT DANS UNE COMMUNE RURALE SE DÉCLARENT SATISFAITS DE L'ACTION MUNICIPALE EN MATIÈRE D'ACTIVITÉS SPORTIVES DESTINÉES AUX ADOLESCENTS ET AUX JEUNES.



**3 4**

des jeunes ont le sentiment d'avoir facilement accès aux équipements sportifs ou culturels.

Les parents de communes rurales se trouvent particulièrement mal dotés : 60% d'entre eux estiment qu'il est difficile pour eux d'accéder à des structures d'aides et de soutien scolaire. Dans le même temps, en région parisienne, seuls 15% rencontrent les mêmes difficultés.

(53%), culturelle ou associative (55%) par manque de transports ! Si on prend en compte l'ensemble des activités testées – en plus des activités sportives ou culturelles, on trouve les consultations médicales ou d'ordre psychologique, les formations scolaires ou professionnelles – 80% des jeunes reconnaissent avoir renoncé à au moins l'une d'entre elle, de temps en temps ou souvent.

Les plus de 20 ans se disent plus touchés, les actifs notamment. Les lycéens et étudiants se sentent moins concernés par ces problèmes de transports. Le fait de pouvoir bénéficier du soutien des parents apparaît important ici, les jeunes vivant de façon autonome se sentant là encore plus touchés.

Côté territoires, les jeunes vivant dans les quartiers prioritaires se disent particulièrement touchés. Ainsi, 72% d'entre eux affirment renoncer au moins de temps en temps à des activités culturelles ou associatives par manque de transports. Une proportion qui tombe à 50% chez les jeunes n'y résidant pas. Sur l'ensemble des activités testées, 94% des jeunes résidant en QPV affirment avoir déjà renoncé à l'une d'entre elle, au moins de temps en temps, par manque de transports. Le clivage entre ruraux et urbains est cependant peu significatif sur cette question des transports.

**80%**

des jeunes reconnaissent renoncer au moins de temps en temps à une activité par manque de transports.

En revanche, chez les jeunes qui ont l'impression de vivre dans un territoire en expansion, le sentiment de devoir renoncer à des opportunités par manque de transport est renforcé. Par exemple, 70% d'entre eux estiment renoncer au moins de temps en temps à une activité sportive par manque de transports contre 44% de ceux qui ont le sentiment d'habiter un territoire en stagnation. Probablement parce qu'ils perçoivent plus d'opportunités sur leur territoire et sont donc davantage enclins à avoir le sentiment de ne pas pouvoir en profiter.

### Quel bilan de l'action municipale ?

Dans le contexte de cette année d'élections locales nous avons demandé aux jeunes et aux parents de se prononcer sur l'action municipale dans les domaines relevant de la jeunesse.

Les jeunes se révèlent plutôt satisfaits dans l'ensemble surtout concernant les activités sportives (76%) et culturelles (72%). Les autres actions testées suscitent

Les parents de communes rurales se trouvent particulièrement mal dotés : 60% d'entre eux estiment qu'il est difficile pour eux d'accéder à des structures d'aides et de soutien scolaire. Dans le même temps, en région parisienne, seuls 15% rencontrent les mêmes difficultés.

## Des activités culturelles et sportives accessibles mais encore mal réparties

La possibilité d'avoir accès facilement à des équipements et activités culturelles, artistiques ou sportives participe à un parcours éducatif réussi.

Dans l'ensemble près de 3 jeunes sur 4 ont le sentiment d'avoir facilement accès aux équipements sportifs (73%), à des clubs et associations sportives (76%) ou à des équipements culturels (77%). L'accès à des associations culturelles paraît moins évident, jugé facile par deux tiers des jeunes. Ce sont les moins de 20 ans qui disent avoir le plus facilement accès à ces ressources.

Les disparités territoriales transparaissent là aussi. Les jeunes ruraux s'estiment moins bien dotés notamment dans le domaine culturel. Ainsi, par exemple, ils ne sont que 56% à estimer avoir accès facilement à des associations culturelles (pour pratiquer la musique, le théâtre...) contre 72% dans les grandes villes.

En termes d'équipements culturels, les jeunes des quartiers prioritaires s'estiment également moins bien dotés (72% estiment y avoir accès facilement contre 79% pour les jeunes n'y résidant pas).

Côté parents, le clivage ruraux/urbains reste marqué. Par exemple, là où 77% des parents urbains disent avoir facilement accès à des associations culturelles (pour permettre à leurs enfants de pratiquer le théâtre, la musique...), seuls 58% des parents ruraux partagent ce sentiment. Cet écart se retrouve pour l'accès aux équipements sportifs et culturels comme aux clubs et associations sportives.

## Les transports, nerf de la guerre

Une majorité de jeunes disent avoir renoncé au moins de temps en temps à une activité sportive

# 82%

Les jeunes des villes moyennes plébiscitent l'action municipale en matière d'activités culturelles avec un taux record de 82% de satisfaction.

aussi la satisfaction d'une majorité des jeunes :

- les initiatives favorisant l'accès des jeunes aux déplacements – transports en commun, aide au permis – satisfont 68% des jeunes,
- les projets mis en place à destination des adolescents, 62% d'entre eux,
- les actions de soutien et d'aide à la scolarité, à l'orientation ou à l'insertion professionnelle 61% d'entre eux.

Cette satisfaction moyenne cache là encore des disparités territoriales. Ainsi, 60% des jeunes ruraux sont satisfaits de l'action municipale en matière d'activités culturelles. Dans le même temps, dans les villes moyennes, le taux de satisfaction monte à 82%. Une moindre satisfaction des jeunes ruraux se retrouve sur les différentes actions testées. Là où 76% des jeunes des villes moyennes s'estiment satisfaits de

l'action municipale pour favoriser les déplacements des jeunes, le ratio tombe à 51% chez les jeunes ruraux.

A contrario, les jeunes des quartiers prioritaires de la politique de la ville s'avèrent plus enthousiastes que les autres en matière d'action municipale sur le soutien scolaire, l'orientation et l'insertion professionnelle : 70% contre 58% chez les jeunes n'y résidant pas.

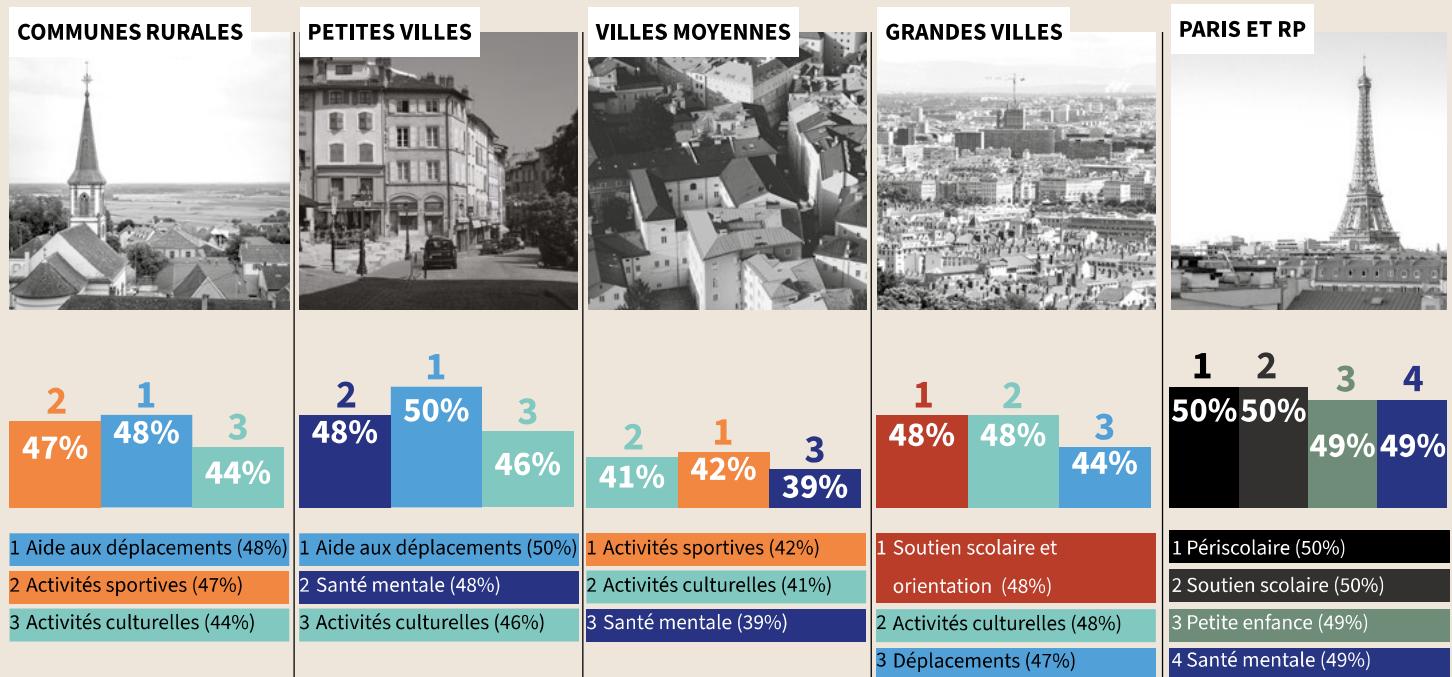
Les jeunes encore scolarisés, lycéens et étudiants, se montrent plus satisfaits que la moyenne sur les domaines sportifs et culturels. Sans doute le signe d'une bonne articulation entre établissements et municipalités sur ce volet.

Côté parents, la satisfaction moyenne vis-à-vis de l'action municipale est assez proche de celle des jeunes bien que très légèrement en retrait. Les disparités entre ruraux et urbains se révèlent particulièrement significatives côté parents.

## TOP 3 DES PRIORITÉS MUNICIPALES SELON LES PARENTS

### LÉGENDE :

48% DES PARENTS RÉSIDANT DANS UNE COMMUNE RURALE CITENT « APPORTER UNE AIDE AUX DÉPLACEMENTS POUR LES ADOLESCENTS / JEUNES » COMME UNE PRIORITÉ DE L'ACTION DE LEUR MAIRIE.



# L'ENGAGEMENT LOCAL DES JEUNES, FACTEUR DE CONFIANCE

*L'engagement des jeunes commence souvent près de chez eux. Mais encore faut-il que le territoire leur fasse une place. Accès à des lieux de proximité, sollicitation par les acteurs locaux, regard porté sur les élus : les résultats du baromètre montrent que l'action locale peut devenir un puissant levier de confiance – à condition de ne pas tenir une partie des jeunes à distance.*

## Participer à la vie locale ? Ok, à condition d'y être invité

Dans l'ensemble, la majorité des jeunes se dit intéressée pour participer à un projet d'action locale : 56% pour participer à la vie associative, 52% à une assemblée citoyenne.

Côté territoire, ce sont les jeunes des villes moyennes qui sont les plus intéressés pour s'impliquer localement. On parle de 56% d'entre eux pour participer à la campagne électorale des prochaines élections municipales – contre 44% des jeunes des communes rurales. Ou encore de 60% des jeunes des villes moyennes lorsqu'il s'agit de participer à une assemblée de citoyens – contre 47% des jeunes des petites villes.

## Élus locaux et jeunesse, un rendez-vous manqué

Les élus locaux auraient sans doute tout à gagner à capitaliser sur cet intérêt, d'autant plus que les jeunes estiment qu'ils comprennent encore imparfairement leurs besoins : 37% considèrent que les élus locaux les comprennent mal.

Le sentiment d'être mal compris par les élus est plus

fort chez les jeunes des petites villes et des communes rurales. Un quart d'entre eux considère que les élus locaux comprennent très mal leurs besoins.

À l'inverse, 43% des jeunes des quartiers prioritaires de la politique de la ville (QPV) ont le sentiment que les élus locaux comprennent leurs besoins. La proportion tombe à 23% pour les autres.

Par ailleurs, les jeunes considèrent que ce sont les élus locaux qui les encouragent le moins à s'engager dans des projets locaux. Moins d'un jeune sur deux les considère comme moteurs de leur engagement. Loin derrière les professeurs, éducateurs sportifs ou médiateurs sociaux du territoire : 66% des jeunes estiment qu'ils les encouragent à s'engager dans des projets locaux.

On peut tout de même observer une légère nuance chez les jeunes les plus âgés. Ces derniers sont moins sévères vis-à-vis des élus locaux : 54% des 23-25 ans les voient comme des moteurs, contre 43% des moins de 20 ans.

62% d'entre eux considèrent que les élus locaux ne les encouragent pas à s'engager localement. La proportion descend à 56% pour les jeunes qui vivent dans une commune rurale et à 46% pour ceux des villes moyennes.

**47%**

Moins d'un jeune sur deux considère les élus locaux comme moteurs de son engagement.

## L'exception : les jeunes des quartiers prioritaires de la politique de la ville ont une vision très positive des acteurs locaux !

Les jeunes vivant en QPV se distinguent par un intérêt nettement plus élevé pour la participation aux projets locaux. Ils sont 74%, contre 48% ailleurs, à se dire intéressés pour participer à des consultations locales portant sur le développement de services ou l'aménagement urbain de leur commune. De la même manière, 62% d'entre eux déclarent s'intéresser à la participation à la prochaine campagne électorale, contre 42% des jeunes ne vivant pas en QPV.

Cette appétence plus marquée pour l'engagement local interroge le rôle des acteurs publics dans ces territoires. S'il est difficile de trancher sur l'existence d'un lien de causalité, les élus locaux y sont en tout cas beaucoup plus souvent perçus comme moteurs : 65% des jeunes en QPV partagent cette perception, contre 42% ailleurs.

## Offrir des lieux d'échange et de proximité, un premier pas pour engager les jeunes

L'engagement local des jeunes repose en partie sur la possibilité de se rencontrer, de mener des activités en commun, souvent à l'initiative des professionnels de l'éducation, de l'animation ou du travail social.

Sans grande surprise, les communes rurales sont celles qui peinent le plus à offrir ces lieux d'échanges et d'activités, comme les maisons de quartier, les foyers ruraux, pour les jeunes. Du moins, des lieux que les jeunes identifient et fréquentent. En effet, 58% d'entre eux n'en ont pas entendu parler ou n'y vont pas, contre seulement 34% dans les villes moyennes.

En revanche, ce sont les jeunes des QPV qui connaissent et fréquentent le plus ces lieux, soit les trois quarts d'entre eux. Alors que les autres ne sont que 43% à les fréquenter.

Et si ces lieux sont mieux identifiés par les jeunes en Ile-de-France, cela ne signifie pas que ce sont les plus adeptes de ces espaces. Ils sont une petite majorité à les fréquenter (58%) alors que dans les villes moyennes, les deux tiers des jeunes y vont.

Ces lieux sont structurants pour les jeunes mais le sont aussi pour les acteurs locaux. Ils permettent d'identifier les jeunes, condition nécessaire pour les connaître, répondre à leurs besoins et les engager localement.

## Solliciter les jeunes, un second pas pour l'engagement local

Une petite majorité de jeunes déclare avoir déjà été sollicitée pour participer à un projet local d'action éducative, citoyenne ou associative sur son territoire (53%). Ce chiffre témoigne tout autant d'une dynamique réelle d'interpellation de la jeunesse au niveau local que d'une marge de progression encore importante.

Si cette sollicitation n'est pas influencée par le type de territoire – rural ou urbain – elle apparaît toutefois inégale selon le genre. Les projets locaux sont plus souvent proposés aux garçons (58%) qu'aux filles (49%), suggérant une différenciation dans les pratiques de repérage ou d'interpellation des jeunes.

L'âge joue également. En effet, les plus jeunes sont moins souvent sollicités : 47% des moins de 20 ans déclarent l'avoir été, contre 59% des 23-25 ans. Cette progression avec l'âge laisse penser que l'entrée dans l'engagement local peut prendre du temps ou dépendre de critères de maturité perçue ou d'une plus grande disponibilité en grandissant.

**47% vs 59%**

Les jeunes de moins de 20 ans sont moins sollicités par les élus locaux que leurs ainés.

Mais dans le même temps, les jeunes des QPV se disent nettement plus souvent sollicités (76%, contre 46%), tout comme ceux ayant étudié en REP (70%, contre 48%). Ces écarts pourraient trouver une réponse dans les politiques ou dispositifs supplémentaires qui existent dans ces territoires.

Par ailleurs, la corrélation entre la sollicitation et participation à un projet local et la fréquentation de lieux d'échange et de partage est forte. En effet, parmi

## SOLICITER LES JEUNES À PARTICIPER À DES PROJETS LOCAUX AMPLIFIE LEUR INTÉRÊT POUR S'ENGAGER LOCALEMENT

+ 30 pts

« L'action locale double l'intérêt des jeunes pour l'engagement politique. »

Intérêt pour participer à la vie associative de leur commune

67%

44%

Intérêt pour participer à une assemblée de citoyens de votre commune tirés au sort pour participer aux décisions locales

62%

39%

Intérêt pour participer à un projet d'action éducative ou citoyenne dans leur commune

66%

40%

Intérêt pour participer à des consultations locales sur les projets liés au développement de services ou à l'aménagement urbain de votre commune

67%

38%

Intérêt pour participer à la campagne électorale

60%

30%

les jeunes qui ont été sollicités et qui ont participé à un projet local, 71% d'entre eux ont non seulement entendu parler de lieux d'échanges et d'activités mais s'y sont également rendus.

À l'inverse, à peine plus d'un quart des jeunes qui n'ont jamais été sollicités ont connaissance d'un lieu de proximité qui leur est dédié. Et parmi ces mêmes jeunes, plus d'un sur deux déclare n'en avoir même jamais entendu parler ! Alors que ceux ayant au moins été sollicités, ne sont que 10%.

Malgré tout, la sollicitation ne débouche pas systématiquement sur une participation effective. Parmi les jeunes ayant été sollicités, seuls 41% disent avoir réellement participé à un projet. Ce décrochage entre l'invitation et l'engagement effectif interroge les conditions proposées aux jeunes : modalités d'accueil, accompagnement, capacité à lever les freins concrets ou à transformer une première interpellation en expérience durable.

### La participation locale, un gage de confiance

**Une confiance « en eux, dans les autres, en l'avenir ? »**

Est-ce parce qu'ils ont été sollicités par les élus locaux

- Ayant été sollicité
- N'ayant pas été sollicité

DONNÉES ESSENTIELLES



qu'ils sont plus optimistes ? C'est en tout cas le lien qui semble se dessiner. Déjà parce que lorsqu'ils sont sollicités pour des projets locaux, ils ont le sentiment que leurs besoins sont mieux compris – 36% d'entre eux, contre 16% de ceux n'ayant jamais sollicités.

D'autant plus que le lieu où ils vivent ne semble pas influer le fait d'avoir été sollicité. En effet, qu'ils habitent en Ile-de-France ou en province, 53% d'entre eux ont déjà été sollicités pour participer à un projet local.

Par ailleurs, lorsqu'ils pensent à leur avenir, 82% de ces jeunes – les « sollicités » – se disent optimistes (contre 70% chez les jeunes n'ayant jamais été sollicités). Lorsqu'ils pensent au futur de leurs enfants ou futurs enfants, ils restent plus nombreux à voir le verre à moitié plein : 66% contre 43%. Même pour l'avenir de la France ! C'est un jeune sur deux qui a été sollicité qui se dit optimiste ; pour les autres, la proportion tombe à 25%.

**82%**

Des jeunes sollicités pour participer à un projet local se disent optimistes – contre 70% chez les autres.

**60% vs 37%**

La confiance dans le système éducatif gagne 23 points chez les jeunes sollicités pour participer à un projet local.

Ils ont aussi une meilleure confiance dans le système éducatif. 60% d'entre eux qui estiment que le système éducatif aide les jeunes à avoir confiance en eux contre 37% chez ceux qui estiment n'avoir jamais été sollicités. 70% font confiance à ce même système pour accompagner et guider les jeunes dans leur orientation (contre moins d'un sur deux pour ceux n'ayant pas été sollicités).

### En leur environnement local ?

En étant sollicités, les jeunes identifient davantage d'endroits où ils se sentent épanouis, au-delà de chez eux. Sans aller très loin, le quartier par exemple. Les jeunes sollicités et ayant participé à un projet local sont plus nombreux à se sentir épanouis dans leur quartier : 1/3 d'entre eux contre à peine 18% lorsqu'ils n'ont jamais été sollicités.

D'autant plus que les jeunes ont davantage le sentiment de vivre sur un territoire dynamique qu'ils ont été sollicités pour des projets locaux. Ce sont plus des 2/3 de ces jeunes qui ont le sentiment de vivre sur un territoire en pleine expansion ou en développement ; contre 52% seulement de ceux n'ayant pas été sollicité. Cette corrélation montre, d'une certaine façon, que considérer les jeunes joue sur leur manière de voir le territoire et de s'y projeter.

Enfin, et surtout, ils ont une meilleure image des acteurs locaux ! Et qui dit meilleure image, dit davantage confiance. Cette corrélation se retrouve une nouvelle fois parmi les jeunes qui sont sollicités pour un projet local. En effet, ces jeunes-là sont davantage satisfaits de l'action de la mairie de leur commune, même s'ils n'ont pas participé au projet pour lequel ils ont été sollicités.

## SOLICITER LES JEUNES À PARTICIPER À DES PROJETS LOCAUX RENFORCE L'IMAGE QU'ILS ONT DE LEURS ÉLUS LOCAUX

### Se dit satisfait de l'action de la commune en matière...



## DANS LES VILLES MOYENNES, UNE JEUNESSE PROCHE DE SA COMMUNE

### MIEUX COMPRIS DES ÉLUS LOCAUX



d'entre eux considèrent que les élus locaux comprennent leurs besoins (contre 20% pour les jeunes résidant dans des petites villes ou 26% pour ceux résidant dans des grandes villes – hors Paris et la région parisienne).

### DES HABITUÉS DES LIEUX QUI LEURS SONT DÉDIÉS



des jeunes qui connaissent des lieux d'échange et d'activités dédiés aux jeunes, les fréquentent aussi. Ce chiffre tombe à 38% pour ceux habitant une commune rurale ou 51% dans les grandes villes – hors Paris et sa région.



### UN ACCÈS À LA MOBILITÉ COMBLÉ

les trois quarts d'entre eux sont satisfaits de l'action de leur commune en matière d'initiatives favorisant l'accès des jeunes aux déplacements (contre 68% des franciliens).



### UNE ENVIE DE S'ENGAGER TRÈS PRONONCÉE

Un quart d'entre eux se disent très intéressés pour participer à la vie associative de leur commune contre 14% dans les petites villes ou 17% dans les grandes villes – hors Paris et sa région.

# ENTREPRISES LOCALES : UN IMPACT EDUCATIF ENCORE MODESTE

*Si la place des institutions publiques et des acteurs associatifs dans les parcours éducatifs est clairement identifiée, les entreprises ne sont pas toujours considérées comme ayant une responsabilité dans ce domaine vis-à-vis des enfants et des jeunes. Pourtant, leur marge d'action est réelle : découverte du monde professionnel, formation continue, implication dans la vie associative locale. Et les fortes attentes des jeunes et des parents se heurtent encore aux réticences des dirigeants.*

## Les acteurs économiques en retrait dans la compréhension des besoins des jeunes

Les jeunes se sentent-ils compris par les acteurs économiques ? C'est ce que nous avons cherché à tester en les interrogeant sur la compréhension de leurs besoins par différents acteurs de leur environnement. Invités à noter sur une échelle de 1 à 5 le degré de compréhension de leurs besoins, les jeunes placent les élus et les acteurs économiques en retrait par rapport aux associations et aux professionnels de la culture, du sport ou de l'éducation.

Ainsi, là où les associations obtiennent un score moyen de compréhension de 3,6, les acteurs économiques se voient attribuer une note de 2,9. Cette perception diffère selon les territoires. La moyenne attribuée aux acteurs économiques fluctue de 2,59 dans les petites villes à 3,01 en région parisienne. Les jeunes résidant dans les quartiers prioritaires de la politique de la ville se sentent largement mieux compris et leur attribuent un score moyen de 3,27 là où les jeunes n'y habitant pas les notent en moyenne 2,72.

Au final, les jeunes des petites villes sont les plus critiques. La moitié d'entre eux estiment que les

acteurs économiques comprennent mal les besoins des jeunes de leur âge.

## Une rencontre pas automatique

30% des jeunes affirment n'avoir jamais rencontré d'acteur économique local durant leur scolarité ou leur formation. Une proportion relativement étonnante du fait de l'existence du stage de 3ème ou du déploiement de la découverte des métiers dès la 5ème. Il est possible que le terme « acteurs économiques » ne soit pas spontanément associé aux contextes professionnels déjà rencontrés par les répondants ou que stages et visites d'entreprises se soient déroulés en dehors de leur territoire de résidence.



4 jeunes sur 10 estiment que les acteurs économiques comprennent mal les besoins des jeunes de leur âge.

## 30%

des jeunes affirment n'avoir jamais rencontré d'acteur économique local durant leur scolarité ou leur formation.

Les moins de 20 ans sont même 36% à déclarer n'avoir jamais rencontré d'acteur économique de leur territoire. Cette proportion monte à 47% chez ceux qui déclarent n'avoir jamais travaillé.

Plus étonnant, l'écart entre hommes et femmes est ici significatif. Là où seuls 26% des jeunes hommes déclarent ne jamais avoir rencontré les acteurs économiques de leur territoire, le ratio grimpe à 34% chez les jeunes femmes.

**+8 pts**

Les jeunes femmes sont plus nombreuses que les hommes à n'avoir pas eu de contact avec les acteurs économiques du territoire.

Ce sont les jeunes des quartiers prioritaires de la politique de la ville qui déclarent avoir eu le plus de contacts avec les acteurs économiques de leur territoire. Seuls 12% d'entre eux disent ne jamais en avoir rencontrés, et 47% déclarent en avoir rencontrés plusieurs fois – une proportion qui tombe à 27% chez les jeunes n'y résidant pas.

## L'implication des entreprises auprès des jeunes

Les attentes des jeunes et des parents se révèlent assez fortes envers les entreprises locales. Ainsi 96% des parents et 82% des jeunes estiment important que les entreprises locales s'impliquent davantage auprès des jeunes du territoire. Près d'un parent sur deux estime même cet engagement prioritaire.

**96%**

des parents et 82% des jeunes estiment important que les entreprises locales s'impliquent davantage auprès des jeunes du territoire.

Ce sentiment est en partie partagé par les dirigeants d'entreprises. 80% estiment important que les entreprises locales s'impliquent davantage dans l'orientation et le parcours professionnels des jeunes du territoire et 71% important que les entreprises s'impliquent davantage dans la vie associative culturelle et sportive des jeunes du territoire.

Une conviction plus forte dans les grandes entreprises : parmi les dirigeants d'entreprises de plus de 250 salariés, la proportion s'établit respectivement à 89% concernant l'orientation et le parcours professionnel et 85% concernant la vie associative, culturelle et sportive !

Pour autant, dans les faits, un dirigeant sur deux reconnaît que son entreprise ne participe à aucune action éducative sur le plan local.

Le clivage entre grandes et petites entreprises apparaît sur ce point déterminant.

**1/2**

Un dirigeant sur deux reconnaît que son entreprise ne participe à aucune action éducative sur le plan local.

## LES PLUS PETITES ENTREPRISES MOINS IMPLIQUÉES DANS L'ACTION ÉDUCATIVE LOCALE

VOTRE ENTREPRISE PARTICIPE-T-ELLE À DES ACTIONS ÉDUCATIVES LOCALES  
(AU SEIN D'ÉTABLISSEMENTS SCOLAIRES, UNIVERSITÉS, ASSOCIATIONS DE  
LA COMMUNE OU DE L'INTERCOMMUNALITÉ OÙ ELLE EST IMPLANTÉE)?

MOINS DE 10 SALARIÉS

250 SALARIÉS ET PLUS

37%

Oui, en proposant des stages ou alternances

77%

9%

Oui, par du soutien financier, humain ou matériel à des associations locales

25%

4%

Oui, par des interventions dans les établissements scolaires ou universitaires

47%

11%

Non, mais vous aimeriez développer certaines de ces actions

5%

43%

Non et vous ne souhaitez pas développer ces actions

12%

1,40

Nombre moyen d'actions entreprises

2,08

DONNÉES ESSENTIELLES



# QUEL CLIMAT DE CONFIANCE POUR LA JEUNESSE EN 2026 ?

**D**epuis 2015, VersLeHaut interroge la confiance des jeunes dans l'avenir, en eux-mêmes et dans les grandes institutions qui structurent leurs trajectoires : l'école, l'entreprise, la sphère politique. Un baromètre qui dépasse les discours anxiogènes ou idéalisés sur la jeunesse. L'édition 2026 dessine un constat nuancé : un optimisme qui repart à la hausse mais qui ne concerne pas tous les jeunes ; une école fragile mais toujours centrale ; et une ambivalence dans le rapport au monde du travail.

## Depuis 2023, l'optimisme repart à la hausse

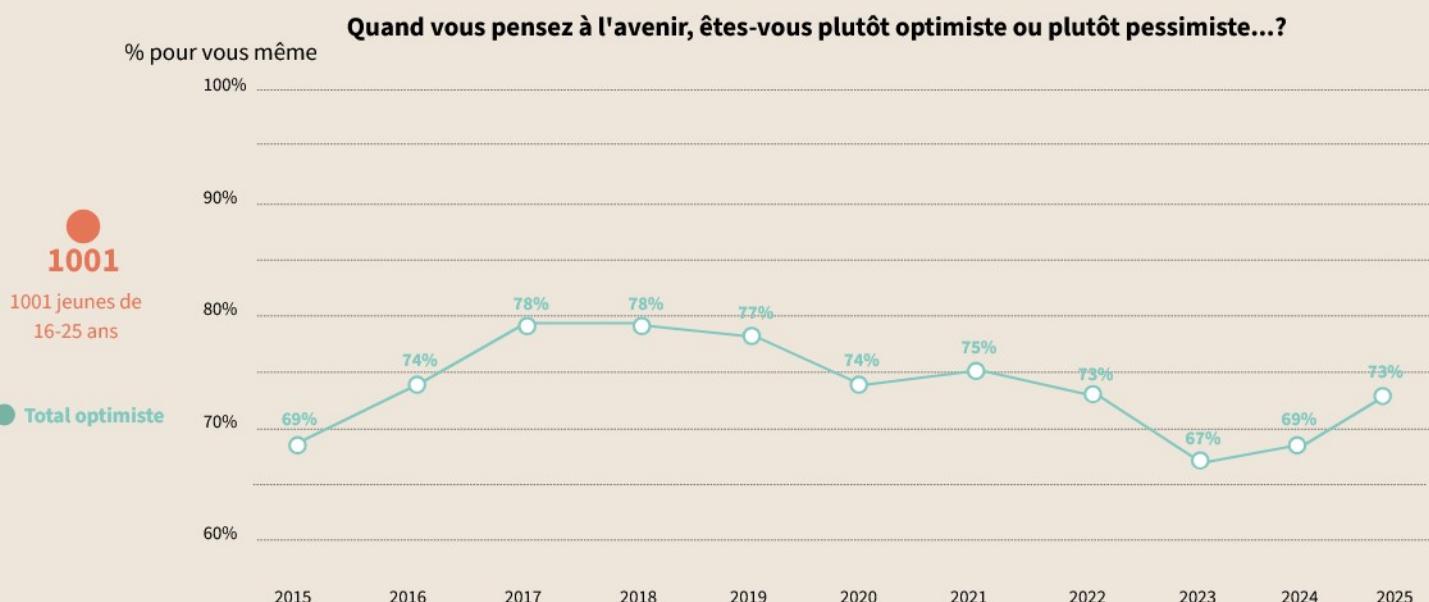
Si le récit public est souvent alarmiste, annonçant que les jeunes peinent à se projeter vers un avenir incertain, les résultats du baromètre montrent toutefois que la confiance résiste. Cette année, 73% des jeunes se disent optimistes quand ils pensent

à leur avenir. Une proportion qui est repartie à la hausse depuis le creux atteint en 2023.

**73%**

des jeunes se disent optimistes quand ils pensent à leur avenir.  
Une proportion qui est repartie à la hausse depuis 2023.

## LES JEUNES ET LEUR VISION DE L'AVENIR



Cet optimisme demeure cependant assez inégal parmi les jeunes. Ainsi, 28% des jeunes hommes se disent très optimistes contre seulement 18% des jeunes femmes. Cette différence renvoie probablement en partie à la persistance des inégalités de genres dans les trajectoires et les opportunités professionnelles, qui limitent l'horizon des jeunes femmes et mine leur confiance en l'avenir.

Outre le genre, l'âge constitue un autre facteur structurant dans la confiance en l'avenir. 69% des jeunes de moins de 20 ans se disent optimistes alors qu'ils sont 78% chez les 20-22 ans.

Cette confiance s'ancre dans des conditions de vie, des expériences et des environnements précis.

L'expérience professionnelle en constitue un marqueur. 78% des jeunes ayant déjà travaillé se déclarent optimistes pour leur propre avenir contre 65% de ceux qui déclarent n'avoir jamais travaillé.

En étudiant les spécificités des environnements de vie, on s'offre une autre lecture de l'optimisme des jeunes. Chez ceux vivant en quartiers prioritaires de la politique de la ville, l'optimisme est majoritairement plus élevé (37 % de très optimistes contre 19 % hors QPV) qu'ailleurs. Cette donnée invite à dépasser les préjugés souvent portés à l'encontre de ces quartiers. Elle souligne également la place des dynamiques locales et de l'action publique dans la construction de la confiance des jeunes.

La confiance des jeunes ne se déploie pas dans tous les lieux qu'ils fréquentent. Le premier lieu d'épanouissement reste le domicile, cité par les trois quarts des jeunes. La nature (52%), les espaces associatifs ou sportifs (39%) arrivent loin derrière. Dans 89 % des cas, ces lieux sont proches du lieu de vie.

Le regard des parents sur le futur de leurs enfants dénote quant à lui une inquiétude encore marquée qui a cependant tendance à s'atténuer. Cette année, 55% des parents estiment encore que la vie

de leurs enfants sera plus difficile que la leur. Il s'agit cependant du plus faible score de pessimisme mesuré depuis 2015 où cette proportion s'élevait à 66%. Ce pessimisme plus ancré chez les parents doit cependant être nuancé. En effet, près de 8 parents sur 10 estiment que leurs enfants ont confiance en eux et partent donc avec des atouts précieux pour construire leur avenir.

Cette inquiétude parentale est probablement le marqueur des fragilités structurelles perçues dans la société, davantage que comme un jugement porté sur la jeunesse.

## L'école : une institution critiquée, mais toujours centrale

La confiance accordée par les jeunes à l'institution scolaire a connu quelques évolutions depuis 2015. Environ deux tiers des jeunes de 16 à 25 ans accordent aujourd'hui à l'école leur confiance lorsqu'il s'agit de garantir la transmission des savoirs de base (68%). La confiance dans une des missions fondatrices de l'institution scolaire se révèle légèrement en retrait depuis 2023, loin des 76% atteints en 2020.

+ 11 pts

La confiance dans le système éducatif pour apprendre le respect de l'autre et la citoyenneté a gagné 11 points depuis 2015 et concerne près de 2/3 des jeunes.

A contrario, sur les autres missions que poursuit l'école, la confiance des jeunes a tendance à augmenter depuis 2015. Cette année, 63% des jeunes lui font confiance pour apprendre le respect de l'autre et la citoyenneté soit un gain de 11 points en 11 ans ! Des progressions similaires ont pu être observées concernant la faculté de l'école à être un facteur de réduction des inégalités ou à favoriser l'épanouissement personnel.

Depuis 2022, nous testons également la confiance des jeunes dans le système éducatif concernant

**55%**

des parents  
estiment encore  
que la vie de  
leurs enfants  
sera plus difficile  
que la leur, un  
pessimisme en  
net recul depuis  
2015.

# 70%

des jeunes  
pensent que  
réussi sa scolarité  
c'est assurer  
sa réussite  
professionnelle.  
Une conviction en  
net recul depuis  
2015.

l'accompagnement à l'orientation et à la construction du projet professionnel. En passant de 54% à 59%, le niveau de confiance a là aussi progressé. Si cette confiance demeure modérée sur l'ensemble du panel, elle est bien plus élevée chez certains publics dits prioritaires. Ainsi 71% des jeunes résidant dans les quartiers prioritaires de la politique de la ville font confiance au système éducatif sur ce point.

Enfin l'école reste fortement associée à l'avenir professionnel. 70 % des jeunes pensent que réussir sa scolarité aujourd'hui est un élément fondateur de la réussite professionnelle. Les parents, quant à eux, y croient encore davantage puisque cette conviction est partagée par 77 % d'entre eux. Cependant, cette conviction est moins installée qu'en 2015 où elle était partagée par 82% des parents et 81% des jeunes.

Parallèlement à cela, seuls 15 % des dirigeants jugent l'enseignement scolaire adapté au monde du travail, un niveau historiquement bas depuis 2015.

## Un enthousiasme croissant mais ambivalent pour le monde du travail

Les résultats de cette année entérinent des évolutions marquantes concernant le rapport au monde du travail. Chez les jeunes, le sentiment que les entreprises leur font suffisamment confiance se maintient à un niveau de 43% constant depuis deux ans après une hausse régulière et spectaculaire depuis 2015 où cette proportion n'atteignait que 20%.

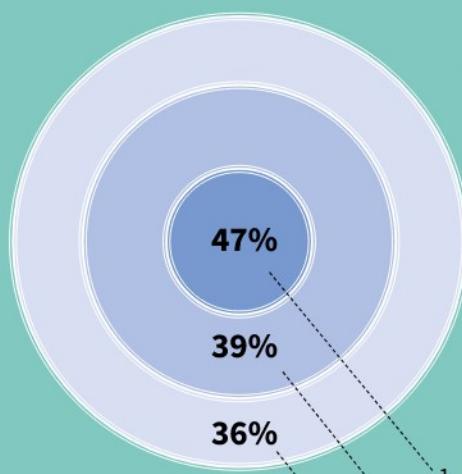
# 43%

des jeunes estiment que les entreprises leur font suffisamment confiance. Après une hausse de 23 points depuis 2015, cette confiance plafonne depuis 2023.

Ce niveau moyen encore modeste dissimule par ailleurs quelques disparités. Chez les jeunes femmes, ce sentiment de confiance plafonne à 38%, en retrait de celui de leurs homologues masculins (48%). Sentiment également moins partagé par les jeunes

## LES PRINCIPAUX ENJEUX POUR LA FRANCE SELON LES JEUNES : L'EMPLOI A DÉTRÔNÉ L'ENVIRONNEMENT !

TOP 3 - 2023



TOP3-AUJOURD'HUI

1. Le pouvoir d'achat (42%)

2. La sécurité (37%)

3. L'emploi (33%)

42%

37%

33%

1. Le pouvoir d'achat (cité par 47% des répondants)

2. L'environnement (39%)

3. La sécurité (36%)

## QUARTIERS PRIORITAIRES, UNE JEUNESSE SINGULIÈRE

37%

### UN OPTIMISME PLUS AFFIRMÉ

37 % des jeunes de QPV se déclarent très optimistes pour leur propre avenir contre 19 % hors QPV.

43%

### MOINS CRITIQUES VIS-À-VIS DES ÉLUS LOCAUX

43% des jeunes de QPV estiment que les élus locaux comprennent bien leurs besoins contre 23% hors QPV.

64%

### MIEUX SOUTENUS SUR LE PLAN SCOLAIRE

64% des jeunes résidant dans un QPV estiment avoir accès facilement à des lieux d'écoute et d'aide pour les jeunes en difficulté scolaire contre 48% hors QPV.

65%

### DAVANTAGE VICTIMES D'UNE MOINDRE MOBILITÉ

65% des jeunes en QPV estiment avoir dû renoncer au moins de temps en temps à une formation scolaire ou professionnelle par manque de transports ou du fait d'une durée de trajet plus importante contre 45% hors QPV.



50%

### CONSCIENTS DES LIMITES DE LEUR TERRITOIRE

50% des jeunes de QPV estiment avoir plus de perspectives professionnelles en quittant leur territoire contre 39% hors QPV.

76%

### LARGEMENT SOLICITÉS POUR S'ENGAGER

76% des jeunes de QPV affirment avoir déjà été sollicité pour participer à un projet local d'action éducative, citoyenne ou associative sur leur territoire contre 46% hors QPV.

encore scolarisés (40%) que ceux qui sont déjà en emploi (49%).

Le regard des parents connaît cette année une inflexion. Pour la première fois depuis 2015, leur perception de la confiance que les entreprises accordent aux jeunes recule significativement : il perd 4 points par rapport à l'an passé.

De l'autre côté, les réponses des dirigeants d'entreprises marquent cette année une certaine réserve sur la confiance accordée aux jeunes. S'ils sont presque unanimes pour affirmer qu'accorder sa confiance aux jeunes fait partie des valeurs de leur entreprise, ils se montrent plus réservés pour leur confier certaines responsabilités. Si 81% d'entre eux feraient confiance à un jeune pour représenter leur entreprise lors d'un événement, seuls 56% les verraien bien gérer un projet ayant un impact financier important pour l'entreprise et 51% résoudre un problème RH (bien loin des 65% mesurés en 2019).

- 14 pts

En deux ans, la part de dirigeants d'entreprises prêts à aménager le temps de travail pour les jeunes qui souhaitent s'engager pour l'intérêt général est passée de 61% à 47%.

Une donnée en particulier reflète une inflexion vis-à-vis de l'autonomie laissée aux jeunes : en deux ans, la proportion de dirigeants s'affirmant prêts à aménager le temps de travail pour les jeunes qui souhaitent s'engager pour l'intérêt général, par exemple en consacrant du temps à une association est passée de 61% à 47%.

### Une représentation sociale et politique fragile

Enfin, le baromètre révèle une lente mais réelle progression de la confiance dans les dirigeants politiques pour défendre les intérêts de la jeunesse. En dix ans, elle a plus que doublé chez les jeunes, passant de 17 % en 2015 à 40 % aujourd'hui. On remarque également une progression similaire chez les parents à l'exception d'un recul important cette année (- 6 points).

Cette évolution s'accompagne aussi d'un sentiment très variable de représentation des jeunes dans la société. Ils sont 87% à se sentir représentés sur les réseaux sociaux, 85% dans le sport, 54 % dans les associations, 44% dans les médias traditionnels et 29% dans les partis politiques !

40%

des jeunes font confiance aux femmes et hommes politiques pour défendre leurs intérêts une fois élus. Une hausse de 23 points depuis 2015 !

## NOS DERNIÈRES PUBLICATIONS

### DES ÉCLAIRAGES

#### NOS ETUDES ET DÉCRYPTAGES SUR L'ÉDUCATION ET LA JEUNESSE

- ▶ Familles sous pression. Qui les soutient ?, [octobre 2025](#)
- ▶ 10 chroniques de rentrée. Un voyage au cœur des parcours éducatifs, [septembre 2025](#)
- ▶ Le monde du travail, nouvel horizon éducatif ? Ouvrir les chemins de la réussite, [mars 2025](#)
- ▶ Baromètre Jeunesse&Confiance 2025 - La famille : un pilier éducatif fragile [janvier 2025](#)
- ▶ Décryptage de rentrée : 10 personnes qui font bouger l'éducation, [septembre 2024](#)
- ▶ Aux origines de la confiance : l'éveil du jeune enfant au cœur d'une révolution éducative, [juin 2024](#)

### DES INITIATIVES

#### TOUS EDUCATEURS : INTERVIEWS, PORTRAITS ET REPORTAGES SUR LE TERRAIN

- ▶ Une Maison, un territoire : quand formation rime avec ancrage local avec les MFR, [janvier 2026](#)
- ▶ Rencontrer l'inconnu avec Coexister, [décembre 2025](#)
- ▶ Un répit pour mieux reprendre son rôle de parent avec les Relais parentaux Coup d'Pouce 92, [novembre 2025](#)
- ▶ Grandir, coopérer et apprendre grâce à la manette avec Outseeders, [novembre 2025](#)

### DES TÉMOIGNAGES\*

#### JEUNES&BRILLANTS : LES JEUNES, LEURS VIES, LEURS PARCOURS, LEURS ENVIES

- ▶ S'engager pour son territoire ft. Paul, [janvier 2026](#)
- ▶ Comprendre la laïcité quand on est croyantes ft. Brunelia et Maïmouna, [décembre 2025](#)
- ▶ Prendre la parole, c'est prendre sa place ft. Sarah Bennani, [novembre 2025](#)
- ▶ 25 ans et déjà maire ft. Hervé, [novembre 2025](#)



## VERSLEHAUT

### DES IDÉES POUR LES JEUNES ET L'ÉDUCATION

Lancé en 2015 avec l'ambition de nourrir le débat public, les décideurs et les acteurs de l'éducation, VersLeHaut est le think tank dédié aux jeunes et à l'éducation.

Hors du champ partisan, VersLeHaut associe à sa réflexion des acteurs de terrain, des jeunes et des familles, des experts et des personnalités de la société civile tout en appuyant son travail sur des études et des recherches scientifiques.

VersLeHaut diffuse des propositions concrètes afin d'élaborer un projet éducatif adapté aux défis de notre temps.

---

### BAROMÈTRE JEUNESSE & CONFiance

JANVIER 2026

#### DIRECTION DE PUBLICATION

MARIE-CAROLINE MISSIR

#### COMITÉ ÉDITORIAL

ALEXANNE BARDET,  
SARAH BOUCHARBIA,  
CAMILLE DE FOUCAUD,  
MARION DENIS,  
FRANÇOISE DUCHESNE,  
STEPHAN LIPIANSKY,  
MARIE-CAROLINE MISSIR,  
AGATHE OLORY,  
JOYCE UMBA JANDIA.

#### TYPOGRAPHIES

SOURCE SANS 3

CORMORANT GARAMONT

#### IMAGES

© ALEXANNE BARDET  
@ UNSPLASH

#### CONCEPTION ET DESIGN GRAPHIQUE

THOMAS GINGREAU

#### ADRESSE POSTALE

VERSLEHAUT  
BAYARD PRESSE  
15 BLD GABRIEL PÉRI  
92240 MALAKOFF

---

@verslehaut





VersLeHaut, Changeons de regard sur l'éducation !

[www.verslehaut.org](http://www.verslehaut.org)

@VERSLEHAUT

